



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 28 septembre 2020

DE L'OR EN BARRES POUR LE BTP !

Le Président de la SNCF tient un discours lisse et rassurant. Il met en avant l'humain, les territoires, le numérique et l'environnement. Dans les faits, il annonce dans une interview aux Echos que le plan de relance de 4,7 milliards irait engraisser à 85-90 % le BTP pour créer 10 000 emplois sur 3 ans pour la sous-traitance !

La séquence se poursuit avec la publication de la stratégie de SNCF Réseau à 10 ans (Temps Réel n°89) qui renvoie la question des « petites lignes » vers les régions, en affirmant la priorité donnée au Réseau structurant...

Le 15 septembre 2020, dans le cadre de la présentation de la stratégie du groupe SNCF à 10 ans, le Président Farandou déclarait « *donner la priorité au développement du cœur de métier ferroviaire en France, à travers quatre lignes de force : l'humain, les territoires, le numérique et l'environnement* ».

Sur le thème de l'humain, il a précisé que « *dans un contexte de concurrence sur le marché ferroviaire et de mutation des métiers* », il veut « *en 2030, une SNCF où le dialogue social est constructif, apaisé, serein* ». Autre priorité : garantir la promotion interne. « *Cela fait partie de l'ADN de cette entreprise et c'est quelque chose que je veux voir conforté* ».

En conclusion, le Président ajoutait : « *À nous de nous saisir de la dynamique actuelle, qui nous est favorable. J'ai confiance dans le ferroviaire et dans la force de la SNCF, nous avons de l'avenir. J'ai confiance dans nos savoir-faire, issus de décennies d'expérience. Nous avons un encadrement opérationnel exceptionnel : engagé, professionnel, toujours présent. J'ai foi dans la mobilisation des cheminots, parce que je sais que vous avez le sens de l'utilité publique et que vous saurez vous mobiliser pour l'avenir et le développement de notre entreprise* ».

Le 18 septembre 2020, dans une interview au journal les Echos, Jean-Pierre Farandou déclarait, concernant le déblocage par le Gouvernement de 4,7 Milliards d'euros pour la SNCF dans le cadre du plan de relance : « *C'est beaucoup d'argent, et c'est une bonne nouvelle pour les Français et les cheminots que l'Etat actionnaire investisse autant dans le rail. Sur cette somme, 4,6 milliards iront à la modernisation et à l'entretien du réseau. [...] Avec cette nouvelle somme, nous allons créer une dynamique sur 2021-2023 qui sera très bonne pour l'emploi. Nous allons programmer 1000 chantiers sur toute la France. 85 à 90 % du plan de relance pour SNCF Réseau seront confiés à des entreprises sous-traitantes, et nous estimons que cela devrait représenter 10 000 emplois par an sur 3 ans.* »

Pour la Fédération CGT des Cheminots, ces derniers propos sont une véritable provocation et trahison vis-à-vis des cheminots de la SNCF !

La Direction doit impérativement privilégier l'emploi et l'embauche au sein du GPU, dont SNCF Réseau.

Transférer nos métiers vers des entreprises privées et livrer ainsi un bien de la Nation et le savoir-faire des cheminots aux actionnaires du privé n'est pas acceptable !



Si les compétences-clés doivent être conservées en interne dans le cadre du contrat pluriannuel 2017-2026, il n'en demeure pas moins que la stratégie d'externalisation de SNCF Réseau a eu comme conséquence, ces 15 dernières années, de diminuer les effectifs du collège Exécution de 36 % tout en accroissant les tâches, les contraintes sur les agents d'encadrement et sans plus-value en termes de qualité de la production. SNCF Réseau ne peut et ne doit en aucun cas devenir une maîtrise d'ouvrage au profit des géants du BTP.

Des lignes abandonnées à la concurrence ou aux bons soins des régions...

Récemment, SNCF Réseau a annoncé clairement ne pas se positionner sur les appels d'offres de la région Grand-Est incluant notamment la gestion de l'Infrastructure, en ajoutant que même sa filiale SFERIS ne se positionnerait pas. Alors que les paquets ferroviaires et les réformes successives ont accru les obligations de séparation de la roue du rail, voici que ce qui n'est pas possible pour la SNCF, le deviendrait pour les opérateurs privés !

Concernant les petites lignes, après la multiplication des promesses du Gouvernement, la réalité est désormais assumée par la Direction de SNCF Réseau, c'est bien le réseau structurant qui est prioritaire, et les régions sont invitées à reprendre et financer la régénération et la gestion des lignes UIC 7 à 9 ou à assumer leur fermeture !

Ce sont donc plus de 9000 km de lignes qui sont menacées !

La CGT exige des réponses claires sur ses revendications légitimes, à savoir :

- La réalisation de tous les recrutements prévus au budget 2020 ;
- L'arrêt immédiat des suppressions de postes et des restructurations ;
- Un plan de recrutements ambitieux et immédiat à l'Équipement pour les 3 prochaines années ;
- La ré-internalisation des charges avec, en premier lieu, l'ensemble des missions de sécurité ;
- Un niveau de formation élevé en adéquation avec les besoins pour une parfaite connaissance des règles de maintenance, tant au niveau de la production que de la mise en œuvre de celles-ci ;
- Des moyens matériels supplémentaires pour les cheminots afin qu'ils puissent assurer correctement leurs missions ;
- Une véritable harmonisation en termes de politique de sécurité et de prévention des risques ;
- Le maintien, le financement et le développement des lignes UIC 7 à 9 ;
- Le refus de tout dépeçage et balkanisation du Réseau.

La Fédération CGT des Cheminots mettra tout en œuvre pour gagner des effectifs supplémentaires au sein de la SNCF pour un véritable développement du service public SNCF tant voyageurs que marchandises.

NOUS SOMMES DÉTERMINÉS POUR LE FER !